# Gauche : histoire d'un long et irrésistible déclin

**La gauche, qui avait conquis le pouvoir en 1981, s'est inexorablement décomposée. Bien que le Parti socialiste soit devenu un parti de gouvernement, ses contradictions l'ont progressivement affaibli tandis que ses valeurs traditionnelles – nation, laïcité, peuple – ont été récupérées à sa droite ou déformées à sa gauche.**

PAR FRANÇOIS-GUILLAUME LORRAIN

C'est l'histoire d'un désastre. D'une lente décomposition, comme notre vie politique n'en a jamais connu. C'est le récit aussi d'une révolution que les gens de gauche n'ont pas vue venir.

En 2019, pour la première fois, le Parti socialiste fut absent des élections européennes. L'appellation de la liste, PS-Place publique, emmenée par Raphaël Glucksmann, extérieur au parti, ne pouvait masquer la reculade. Olivier Faure, le patron du PS depuis 2018, avait renoncé à présenter une tête de liste issue de ses rangs. Tout sauf un socialiste. Le résultat fut à l'image de la manœuvre : 6 % des voix, moins de la moitié de 2014, moins du quart de 2004. Autant, ou aussi peu, que le score de Benoît Hamon, candidat en 2017. Aujourd'hui, où est la gauche ? Et d'abord, *Qu'est-ce que la gauche ?*, s'interrogeait un livre (Fayard) en 2017. La cacophonie des réponses témoignait d'une crise existentielle avancée. *« L'idée de gauche est devenue inadaptée »*, concluait le politologue Michel Wieviorka. ■■■

## Lettre aux Français qui « clashent » leur langue

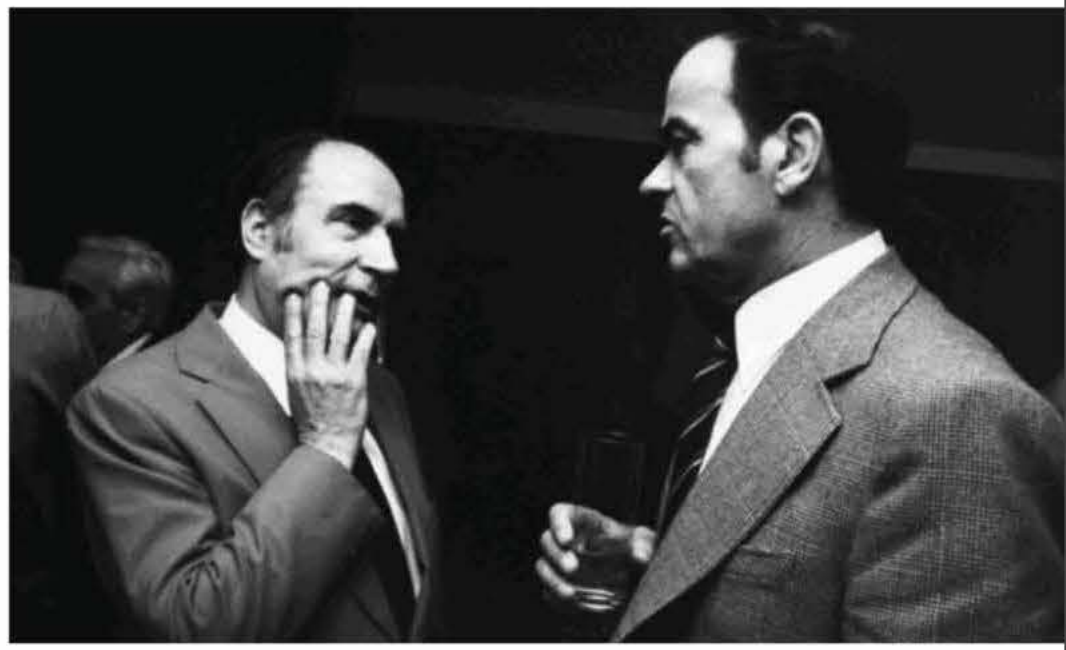
PAR SÉBASTIEN LE FOL

Chers compatriotes,
Je n'irai pas, comme l'écrivain et poète Alain Borer, jusqu'à vous qualifier de *« collabos »*. Mais l'auteur de *Speak White !* (Gallimard, « Tracts ») n'a pas tort d'annoncer une *« nouvelle étrange défaite »* : la langue française, *« ce grand nuage qui s'étend sur plus de mille ans »*, est sabotée par ses propres locuteurs. Nous sommes en train de changer d'oreille collective, s'inquiète Borer.
Certains d'entre vous parlent désormais un anglais qu'ils imitent et qui est à peine compris par les anglophones eux-mêmes : l'« anglolaid ». À quoi rime ce monstrueux *« wording »* dont vous truffez vos *« calls »* et vos *« meetings »* ? *« Updater »*, *« checker »*, *« crossfertiliser »*, *« bronzing »*, *« maisonning »*, *« stand by »*, *« trash »*, *« débreaker »*, *« bashing »*, *« silver economy »*, *« booster »*... Pitié ! S'ils le pouvaient, certains d'entre vous feraient miauler leur chat en américain. Parlez français et apprenez l'anglais, mais épargnez-nous ce sabir agressif, régressif.
La grammaire pense, rappelle Borer.
En cessant de parler et d'inventer en français, nous bouleversons notre appréhension du monde et des relations humaines.
La langue française existe : elle exprime un monde dont les piliers sont le sens de la nuance, l'élégance, l'esprit de finesse, la prévenance et la tolérance.
L'écriture dite inclusive ignore cela. *« Laide, sourde, simpliste, moraliste et d'ailleurs illisible, elle est appropriée à des relations en chiens de faïence »*, estime Borer. Avec elle, on a fait entrer comme un cheval de Troie le séparatisme et le communautarisme dans le français.
Vous vous souciez à juste titre du réchauffement climatique, mais le saccage de la langue française est un fléau tout aussi préoccupant. Il conviendrait de la dépolluer avant sa mort programmée. La malbouffe est dans nos assiettes et désormais dans nos paroles. L'État rénove le château de Villers-Cotterêts, où François I[er] signa l'ordonnance faisant du français la langue administrative. Et, *« en même temps »*, il établit une nouvelle carte nationale d'identité « bilingue » français-anglais.
Vous répondrez à cette lettre que le combat pour la langue française est un combat d'arrière-garde. Alors que c'est le progrès par excellence. Le choix de l'insoumission et de la liberté ■

■■■ La gauche a longtemps été le canal historique de la revendication et de l'émancipation. Dans le climat pseudo-insurrectionnel de la fin 2018, elle aurait dû avoir son mot à dire, sa carte à jouer. Son silence fut assourdissant. Sur la crise sanitaire, elle ne s'est pas fait davantage entendre. Depuis deux ans, les forces motrices, extraparlementaires, ont eu pour nom les Gilets jaunes et les syndicats. Dans le premier cas, un mouvement rétif à se structurer politiquement, reflet de la défiance envers le système des partis. Dans le second, des organisations auxquelles le PS n'a jamais pu s'adosser dans le passé, contrairement à la social-démocratie allemande, la passerelle PC-CGT ayant explosé en route pour cause de noyade du premier partenaire. Et La France insoumise ? Elle joue la carte des extrêmes, emportée avec l'eau du bain antipartisan. Elle suit, hurlant avec retard, réduisant la démocratie à une obstruction parlementaire, incapable de trancher entre ses contradictions : jacobino-robespierriste ou anti-islamophobe ? Ouverte aux immigrés ou fermée, protectionniste, ce qui pose la question de ses affinités avec le Rassemblement national que Mélenchon a contribué à légitimer ? Dans l'Histoire, le populisme de gauche a toujours fini par être aspiré par le populisme de droite.

« *Depuis 2017*, résume le politologue Gérard Grunberg, *il n'y a plus de PS, il est mort. Il est très incertain qu'Olivier Faure puisse se présenter à la présidentielle, faute d'obtenir les 500 signatures.* » Et Grunberg d'élargir le diagnostic fatal : « *En matière d'exercice de pouvoir, de leadership, la gauche n'existe plus. Divisée pour toujours, elle est trop faible électoralement pour espérer gouverner. Quant à sa frange sociale-libérale, sans laquelle elle n'a jamais pu vivre, elle est partie chez Macron.* » Jusque-là, donc, tout va mal. Jadis, pourtant tout allait bien.

Le PS avait connu cette déliquescence aux temps d'une SFIO moribonde : Gaston Defferre obtenait 5 % à la présidentielle de 1969. Deux ans plus tard, lors du congrès d'Épinay, Mitterrand refondait un nouveau PS en s'appuyant sur une contradiction soulevée par Gérard Grunberg : « *Ancrer le parti très à gauche, mais l'emmener vers la conquête du pouvoir.* » Une vision majoritaire qui, pour la première fois depuis le Front républicain de 1956 formé pour faire barrage au poujadisme, visait à refaire du PS un parti de gouvernement. Coup de chance pour Mitterrand : le PC, assis sur ses 21 % de la présidentielle de 1969, avait envie de sortir de son isolement. Ce fut le programme commun de 1973 dont le PS tira ensuite les marrons du feu, Marchais ayant commis la grave erreur de snober la présidentielle de 1974. Le PC eut beau tenter de détricoter ce programme en 1977, il ne repassa jamais devant le PS. Cette fin des années 1970 marque aussi la fin du gauchisme incandescent : trotskisme, maoïsme



**Siphonnage.** François Mitterrand et le communiste Georges Marchais en 1974. La signature du programme commun réduira l'influence du Parti communiste et permettra la victoire socialiste à la présidentielle de 1981.

ne sont plus attractifs. Le communisme connaît de violents retours de manivelle. Le symbole en est l'« opération Île de lumière » d'avril 1979 à laquelle Wieviorka participa avec Kouchner et Glucksmann pour sauver les boat people du Vietnam et du Cambodge : « *Cinq ans avant, on se battait contre les Américains et la guerre du Vietnam. Là, on allait sauver les victimes vietnamiennes des communistes.* » Sartre va à Canossa à l'Élysée, main dans la main avec Aron. Dans le même temps, la désindustrialisation fait tomber les forteresses ouvrières du PC, les ouvriers, éparpillés, regardent de l'autre côté. « *La gauche*, résume Wieviorka, *va perdre sa figure symbolique, le prolétaire, figure oubliée, invisible.* »

**Déplacement vers la droite.** Le PS, qui n'a jamais été un parti ouvrier, recrute chez les fonctionnaires, les professeurs, pour se reconstruire sur des sujets de société : famille, mœurs, justice, autorité, école, nucléaire… Il s'ouvre à des penseurs d'une société alternative comme André Gorz ou Ivan Illich. Arrivé au pouvoir, c'est une autre histoire. En 1983, c'est le tournant de la rigueur en 1983, mémorable tête-à-queue. Avec la conversion au libéralisme, la deuxième lame opère dans l'enthousiasme : car les Fabius, Rocard & C^ie^ sont persuadés d'œuvrer à la modernisation, souligne Marcel Gauchet dans *Comprendre le malheur français*. Partie sur les bases d'un programme d'autogestion ou de nationalisation, la gauche en vient à privatiser plus largement que la droite. « *Ses électeurs se sentent floués, trahis dans les promesses qu'on leur avait faites* », analyse Wieviorka.

Pourtant, la perte du peuple a été compensée par un libéralisme des mœurs. Deux manières de clouer le cercueil

GILBERT UZAN/GAMMA-RAPHO

Mitterrand, lors de ses adieux rue de Solférino, le 17 mai 1995, affirme que le PS est devenu durablement un « parti d'alternance ».

**Aggiornamento.** Le 26 juin 1979, aux côtés d'André Glucksmann et de Raymond Aron, Jean-Paul Sartre, jadis héraut du communisme, se rend à l'Élysée pour défendre les boat people vietnamiens, victimes du communisme.

**L'exercice du pouvoir.** Le 16 juin 1981, le président François Mitterrand s'entretient avec son Premier ministre, Pierre Mauroy, en présence du premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin (à dr.).

BENOÎT GYSEMBERGH/PARISMATCH/SCOOP - JEAN GAUMY/MAGNUM PHOTOS

des valeurs traditionnelles de solidarité et de collectivité. D'un côté, c'est le droit-de-l'hommisme, où *« la promesse collectiviste s'est retournée en une défense inconditionnelle des droits de l'individu par-dessus les frontières »*, note Gauchet : le sans-papiers, l'immigré clandestin ont remplacé le prolétaire. De l'autre, souligne Jacques Julliard dans *Allons-nous sortir de l'Histoire ?*, *« toutes les lois actuelles qui ont trait à la génération, à la vie privée, à la sexualité, sont inspirées par un individualisme profond, la gauche ne défend plus que des valeurs individualistes »*. Un libéralisme aussi en matière de religion, où la gauche, rongée par le tiers-mondisme et la culpabilité coloniale, lâche l'un de ses piliers, la laïcité. *« Tout s'est déplacé idéologiquement vers la droite,* dit Wieviorka, *la gauche s'est approprié une partie des valeurs de droite en y perdant ; la droite a gagné en s'appropriant les valeurs de gauche, laïcité, nation, État, tout en gardant ce qu'elle incarne, l'ordre, la gestion économique. »*

**Le tournant de 2008.** La traduction politique en est une cinglante défaite aux législatives de 1993, puis la victoire de Chirac à la présidentielle de 1995. Le PC n'est plus qu'à 8 % et le PS à 23 %. Pourtant Mitterrand, lors de ses adieux rue de Solférino, le 17 mai 1995, affirme que le PS est devenu durablement un *« parti d'alternance »*. Il n'a pas tort. La divine surprise de la dissolution de 1997 permet au PS de revenir au gouvernement avec une gauche plurielle qui accueille les écologistes. *« Le grand débat de l'ère Jospin,* rappelle Grunberg, *c'est son dialogue avec Blair sur le social-libéralisme. Jospin était ambigu, il était intéressé, mais il n'a pas voulu aller aussi loin que Blair, témoin la loi sur les 35 heures. »* En 2002, après la défaite traumatisante de Jospin au premier tour de la présidentielle, le PS commence à se rebeller contre ses chefs. Montebourg, Peillon, Hamon et Emmanuelli, qui fondent le Nouveau Parti socialiste (NPS), enfourchent le cheval de bataille des institutions de la Ve République et du régime présidentiel. Ce mouvement est aussi irrigué par un fort courant anticapitaliste, opposé à la dominante sociale-libérale du PS. *« Jusqu'en 2008, ils ont été sur la défensive, mais la crise financière les a décomplexés,* analyse Grunberg, *et Mélenchon a pris son envol. »* Là-dessus s'est ajoutée la « crise européenne ». Lors du référendum de 2005, le NPS mais aussi Laurent Fabius font campagne pour le « non », prônant une Europe plus sociale et démocratique, mais le « oui » l'emporte au sein du PS.

## En 2012, Mélenchon franchit les 10 %. Il continue de siphonner l'électorat déçu du PS.

Cette année 2008 marque le tournant. Jusque-là, il n'y a toujours pas d'autre gauche en dehors du PS. Le ralliement du parti au traité de Lisbonne incite Mélenchon à franchir le pas en lançant le Parti de gauche avant de fonder en 2009 avec le PC et d'autres mouvements le Front de gauche. Naît « l'autre gauche », antilibérale, qui se focalise sur l'Europe et participe à ses premières élections lors des européennes de 2009. Elle obtient près de 7 %, contre 16 % au PS, qui connaît un sérieux revers. En 2012, Mélenchon, jamais aussi à l'aise que lors de la présidentielle, franchit la barre des 10 %. Il continue de siphonner l'électorat déçu du PS, composé d'enseignants et de petits fonctionnaires. Mais, au premier tour de la présidentielle de 2012, le PS de François ■■■

■■■ Hollande obtient encore plus de 28 % et, sur la vague d'un fort rejet de Sarkozy, revient au gouvernement.

Le quinquennat Hollande accélère le travail de sape. À la fin 2013, sous la houlette d'un certain Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint à l'Élysée, Hollande s'engage dans le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). puis dit oui au pacte de responsabilité et de solidarité. C'est le reniement suprême de son discours du Bourget, déclaration d'hostilité au capital lors de sa campagne. *« Ces mesures, vues comme un cadeau aux entreprises, sont interprétées comme une trahison par les électeurs socialistes »*, poursuit Grunberg. Nommer Premier ministre Manuel Valls au printemps 2014 est une provocation supplémentaire.

**« Deux gauches irréconciliables ».** Au début du quinquennat, la fronde avait déjà grondé au sein d'un parti incapable de contenir la contradiction présente dès la présidence Mitterrand : se tenir très à gauche tout en étant un parti de gouvernement. Pourtant, souligne Philippe Raynaud dans *Emmanuel Macron. Une révolution bien tempérée*, il ne s'agissait pas pour ces frondeurs *« de rompre avec le capitalisme ou avec les solidarités européennes, juste de demander un peu plus de redistribution et de régulation »*. Ils ne sont pas entendus et, sous leur égide, le PS vit cette étrange situation de devenir *« le principal parti d'opposition »* à son propre gouvernement, selon la formule de Gérard Grunberg. Un suicide en direct qui a deux conséquences : l'abandon par une grande partie de la gauche de toute idée de rigueur budgétaire et le renoncement à la culture gouvernementale et à la discipline parlementaire. Les Frondeurs en viennent à déposer une motion de censure contre leur propre gouvernement. Le PS y perd sa crédibilité. Ultime stade de la décomposition : l'organisation, par un Cambadélis préposé aux pompes funèbres, de la primaire socialiste : la Belle Alliance populaire, si mal nommée. L'ennemi à abattre s'appelle Manuel Valls, qui a imposé la loi Macron (août 2015) et la loi El Khomri (août 2016) à coup de 49.3. Quand Valls parle de *« deux gauches irréconciliables »*, il dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Le succès à la primaire 2017 de l'utopiste multiculturaliste et écologiste Hamon aurait pu s'inscrire dans la tradition de refondation du PS par la gauche, selon les exemples de Mollet et de Mitterrand. Mais les temps ont changé. Bien décidé à avoir la peau du PS, Mélenchon, qui a fondé La France insoumise en 2016, refuse toute alliance. Ensuite, Montebourg et Valls, les rivaux d'Hamon, font payer à ce dernier

Le Point des idées LCI

**« Le Point des idées »**
Chaque dimanche à 14 heures, sur LCI.
Une émission proposée par LCI et *Le Point*, animée par Sonia Chironi et l'équipe du *Point*.

**En même temps.** 2015 : le président François Hollande, avec son Premier ministre, Manuel Valls, et le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron.

STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

## Dès 2015, le PS devient… « le principal parti d'opposition » à son propre gouvernement.

sa victoire à la primaire ; le candidat PS sera crucifié à à 6 %.

Siphonné à droite par la montée en puissance de Macron, pilonné à gauche par un Mélenchon qui jette de l'huile sur le feu, le PS s'est retrouvé en état de mort clinique. Pendant ce temps se renforçait un ultragauchisme non réductible à Mélenchon, limité par son absence de vision d'avenir. Radicalisant le courant multiculturaliste des années 1980 s'est affirmé un islamo-gauchisme qui pratique une vision plus qu'ouverte de la laïcité, prête à tous les accommodements envers la communauté musulmane. Plus à gauche encore, un gauchisme identitaire, racialisant, qui s'est incarné dans les Indigènes de la République.

Tous les politologues de gauche sont effarés par la disparition de la gauche sociale-libérale, voire démocrate : *« Elle représentait un trait d'union entre la conflictualité sociale et l'art de gouverner, elle fut la passerelle, la zone tampon »*, analyse Grunberg. À cet égard, la fin du socialisme révèle la crise de la démocratie, qui ne vaut pas seulement pour la France. *« Aujourd'hui, on se pose la question : qu'est-ce qu'un parti ? Quand on voit que les partis ne désignent plus un candidat mais qu'au contraire c'est un homme qui personnalise un parti en en créant un nouveau, comme Mélenchon ou Macron… »* Plus sociologue, Michel Wieviorka, dans *Pour une démocratie de combat*, établit le même constat de la fin d'une époque. *« Ne plus être obsédé par la conquête du pouvoir. Il faut repenser la forme politique qui permet de traiter et structurer les demandes des citoyens. »* Et Wieviorka d'insister sur cet individualisme qui a balayé les idées de solidarité et de collectif. *« Aujourd'hui, les gens ont envie de se mobiliser, mais pas de se laisser embrigader. C'est moi qui me bats pour moi-même. »* Mais ensuite ? ■

# Jacques Julliard : « Intolérante et sans fondement de classe »

**L'ancien éditorialiste du « Nouvel Observateur » publie ses « Carnets inédits » (Bouquins). Il déplore la mutation idéologique en cours et son approche différentialiste, qui a détourné la gauche de son sens originel.**

**Le Point: Imaginez Jaurès ressuscité qui vous demanderait ce qu'est devenue la gauche, que lui répondriez-vous?**

**Jacques Julliard:** Vous ne croyez pas si bien dire, puisqu'il est venu dans cette maison où nous nous trouvons, à Bourg-la-Reine. Le grand germaniste et militant socialiste Charles Andler a occupé ce lieu, et Jaurès, qui était son ami, lui a rendu visite. Je dirais donc à Jaurès que sa gauche à lui avait pour elle d'être le parti des petits, des prolétaires contre les gros et qu'elle avait une définition de classe. Ensuite que c'était la tendance qui alliait le progrès économique et la promotion sociale par la justice. Au fond, l'alliance de l'université et de la classe ouvrière. C'était ça la gauche au XIXe siècle, celle de Jaurès. La classe ouvrière n'existe presque plus à gauche, il en reste quelques tronçons chez Mélenchon, mais c'est peu. Elle s'est reportée sur l'extrême droite. La gauche n'a donc plus de définition de classe. En ce qui concerne ses idées, si Jaurès, mais aussi Clemenceau, Blum et Mendès France étaient vivants, ils seraient abasourdis. Parce que la gauche était un ensemble de valeurs non discutées. C'était la défense de la République par l'école. Les républicains étaient convaincus qu'il n'y avait pas de démocratie sans éducation. C'était la laïcité. C'était l'attachement à la valeur travail, l'émancipation par le travail. Quand Benoît Hamon se rallie à l'idée du revenu universel, il transforme la classe ouvrière en assistée ; c'est tellement contraire à l'éthique et aux espérances de la gauche ! Il y a donc là un changement considérable qui explique un déclin électoral sans précédent. François Mitterrand m'avait dit : « La gauche en France, c'est 42 %. Et, pour être président, il faut que le candidat ait un apport personnel lié à sa personnalité. » Aujourd'hui, la gauche dans son ensemble fait entre 25 % et 30 %. Cherchez l'erreur !

**Pour comprendre cette mutation idéologique, ne faudrait-il pas regarder du côté de sa nouvelle base sociologique, qui n'est plus ouvrière mais composée de diplômés urbains et de minorités des quartiers populaires?**

A la différence de la gauche allemande, anglaise ou belge, la gauche française a toujours été pluriclassiste. Cela passait par l'alliance d'une bourgeoise éclairée et des classes populaires au sens large. Cette alliance a commencé avec le tiers état, en 1789, c'est cela qui a fait son originalité tout au long de son histoire, à travers des épisodes comme la révolution de 1830, le Front populaire de 1936, le Programme commun dans les débuts de la Ve République. L'abandon d'une partie de cette alliance au profit des classes montantes – à la fois la diversité, les bobos au détriment de la France périphérique – fait que cette gauche est déséquilibrée. Les milieux populaires ne sont plus représentés dans la classe politique. J'ajoute le thème de la sécurité. Gambetta a dit son importance au début de la IIIe République. Là aussi, les ouvriers se sont sentis abandonnés. S'agissant du soubassement philosophique, c'est aujourd'hui tout et n'importe quoi. La gauche est à la fois devenue naturaliste sous l'influence des écolos et artificialiste sous l'influence des sociologues qui voient dans la nature humaine une construction sociale, ce qui consiste à dire que la nature n'est rien : si je suis un homme, je peux décider que je suis une femme et inversement. Nous sommes en pleine contradiction et absurdité.

**Y voyez-vous une forme d'antihumanisme?**

Oui, car l'humanisme n'est ni le naturalisme écolo ni l'artificialisme libertaire et individualiste. La synthèse socialiste était le contraire de ça. C'était à la fois l'acceptation de la nature et l'affirmation de la volonté de l'homme, dans une synthèse faite par les groupes sociaux et les combats politiques. Mais le déclin n'est pas une particularité française. En Italie, la social-démocratie a pratiquement disparu. En Allemagne, elle existe encore, mais est menacée

> « L'humanisme n'est ni le naturalisme écolo ni l'artificialisme libertaire et individualiste. »

par le courant écologiste. Dans les pays scandinaves, la social-démocratie demeure, car elle est restée solide sur ses bases. Au Danemark, le parti social-démocrate est devenu sécuritaire et ferme sur l'immigration.

**On parle ici, dans le fond, de la place de l'homme à la fois dans la nature et dans la société. La gauche, dans l'Histoire, établit-elle une hiérarchie entre l'homme, l'animal et la nature ?**

La gauche avait une idée de l'homme comme d'un être exceptionnel à l'intérieur de la nature. Cette idée était héritée à la fois du christianisme et des Lumières. Entre saint Thomas et Condorcet, c'est presque la même philosophie, sauf sur la question de Dieu. Cet humanisme repose sur l'exceptionnalité de l'homme à l'intérieur de la nature. Rien à voir avec le nivellement généralisé et l'égalitarisme forcené d'aujourd'hui. Autant il y a une volonté d'égalité sociale, autant le privilège humain a toujours été un fondement de l'humanisme de gauche. J'ajoute que cette gauche humaniste avait une certaine idée de l'excellence qui va de pair avec l'égalité : c'est le droit de chacun à l'excellence. C'est la définition même de l'école républicaine et de la confiance dans les grands hommes. Je n'entends plus guère ce discours à gauche.

ILLUSTRATION : DUSAULT POUR « LE POINT »

**Cet humanisme s'enseignait à la fois à La Sorbonne et dans les églises. Or, ces magistères, autant que la gauche, semblent être moins opérants aujourd'hui. Dès lors, n'assistons-nous pas à l'avènement d'idéologies de remplacement ?**

J'ai souligné l'effondrement de l'humanisme républicain, mais il faudrait, vous avez raison, souligner aussi l'affaissement de l'humanisme chrétien. La loi de séparation était une loi – c'était l'idée de Briand – qui visait à se séparer bons amis tout en collaborant dans l'idéal national. La preuve par les faits, ce fut la fraternisation dans les tranchées de la guerre de 1914 du curé et de l'instituteur. Les idéologies de remplacement que vous suggérez reposent sur des idées contradictoires qui, encore une fois, ne font pas une synthèse. J'en parle souvent avec des membres du « tiers parti » intellectuel, comme Bruckner, Nora, Finkielkraut, Le Goff… qui restent fidèles à l'idéal ancien de la gauche.

**Pourquoi ne menez-vous pas une bataille sémantique autour de l'appellation de « gauche », trop vite abandonnée à cette gauche « paradoxale » décrite par vous ?**

Pour l'instant, il faut dire qu'on est plus facilement écouté par une droite modérée que par la gauche quand on parle de laïcité : c'est un renversement paradoxal qui prépare les défaites de demain.

**Il en va de même pour le mot « antiraciste ». Vous l'êtes naturellement…**

Tous mes combats ont été des combats antiracistes, depuis la guerre d'Algérie, où j'ai pris parti pour les musulmans et pour l'indépendance. J'ai également mené ce combat dans le cas de la Bosnie et du Soudan. C'est très difficile dans le climat actuel de résister à la surenchère décolonialiste et racialiste. Je ne me vois pas leur dire que, moi aussi, j'ai été anticolonialiste et antiraciste et probablement plus qu'eux. Il est vrai que la grande force de cette gauche intolérante et sans fondement de classe est sa capacité d'exclusion. Elle dispose de positions fortes dans l'université et dans la presse, y compris dans les rédactions les plus bourgeoises. Le combat gramscien pour l'hégémonie intellectuelle est gagné par la droite en matière électorale et par la gauche en matière de positions dans la société.

**Au sujet du rapport de la gauche aux musulmans, il y a, selon vous, de façon peut-être inconsciente, une volonté de la gauche de se racheter de l'action de Guy Mollet [le 17 mars 1956, le chef du gouvernement socialiste, avec le vote des communistes, donnait les pleins pouvoirs à l'armée en Algérie, NDLR]…**

La gauche socialiste s'est presque toujours trompée au moment des choix décisifs. Elle a majoritairement voté les pleins pouvoirs à Pétain – à l'exception de Léon Blum. À l'arrivée de De Gaulle, elle a voté contre lui. C'était une faiblesse intellectuelle et morale. Cela pèse sur son inconscient. L'honneur de la gauche a toujours été sauvé par des individus : Jaurès, Blum, Mendès France, de grands humanistes, quand les cadres réagissaient de façon sectaire. Lors de l'insurrection algérienne, le Parti socialiste s'est engagé dans la guerre et a même entraîné un temps le Parti communiste. C'est dès 1956 que je me suis trouvé en divergence radicale avec les représentants d'un mouvement, la gauche, auquel j'appartiens plus qu'eux. Voyez comme la gauche a conservé de la laïcité l'idée que c'est un truc contre les curés. Dès lors que l'on n'est pas curé, on est un allié potentiel. L'islam qui n'a pas de clergé et qui est nouveau sur la scène politique française ne charrie pas avec lui toute la charge des luttes passées ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR SAÏD MAHRANE**

Jacques Julliard, *Carnets inédits (1987-2020)* (éditions Bouquins, 32 €).